



Département du Gers

Commune de **CASTET-ARROUY**

Elaboration de la **C**arte **C**ommunale



3. Modalités d'application du Règlement National d'Urbanisme

ZONE CONSTRUCTIBLE A USAGE D'ACTIVITES (ZA)

Dans cette zone, les conditions d'équipement permettent l'implantation de toute construction à usage d'activités (industrielle, artisanale, commerciale, services, bureaux, ...). Celles-ci devront respecter les dispositions des Règles Générales d'Urbanisme.

ZONE CONSTRUCTIBLE (ZC1)

Dans cette zone, les conditions d'équipement permettent l'implantation de toute construction (à l'exclusion de celles à usage d'activités polluantes, nuisantes ou dangereuses pour le voisinage). Celles-ci devront respecter les dispositions des Règles Générales d'Urbanisme.

Au titre des articles R111-5 et R111-6 du code de l'urbanisme, l'accès à la zone depuis la RD218 se fera depuis un accès unique, commun aux zones ZC1 et ZC2.

ZONE CONSTRUCTIBLE SOUS RESERVE DES EQUIPEMENTS (ZC2)

Dans cette zone, les constructions (à l'exclusion de celles à usage d'activités polluantes, nuisantes ou dangereuses pour le voisinage) sont admises sous réserve de satisfaire aux conditions d'équipement définies par les Règles Générales d'Urbanisme (notamment les articles R111-26, R111-27, R111-8 à R111-13 du Code de l'Urbanisme).

Les constructions seront interdites sur la base de l'article L111-11, si les équipements manquent et l'autorité compétente n'est pas en mesure d'indiquer dans quel délai et par quelle collectivité publique ou par quel concessionnaire de service public ces travaux doivent être exécutés.

Au titre des articles R111-5 et R111-6 du code de l'urbanisme, l'accès à la zone depuis la RD218 se fera depuis un accès unique, commun aux zones ZC1 et ZC2.

Les autres articles des Règles Générales d'Urbanisme restent applicables.

ZONE NATURELLE (ZN)

Dans cette zone, sous réserve des articles R111-2, R111-3, R111-4, R111-13, R111-14, R111-15, R111-21 du Code de l'Urbanisme, ne sont admises que :

- 1°) l'adaptation, la réfection, le changement de destination ou l'extension des constructions existantes ;
- 2°) les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages, à l'exploitation agricole ou forestière et à la mise en valeur des ressources naturelles ;
- 3°) les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole ou forestière ;
- 4°) les constructions et installations nécessaires à la mise en valeur des ressources naturelles ;
- 5°) la restauration des bâtiments dont il reste l'essentiel des murs porteurs lorsque leur intérêt architectural ou patrimonial en justifie le maintien et sous réserve de respecter les principales caractéristiques de ce bâtiment.

Ces constructions et installations sont admises sous réserve de satisfaire aux conditions d'équipement définies par les Règles Générales d'Urbanisme (notamment les articles R111-5, R111-6, R111-8 à R111-13 du Code de l'Urbanisme). Les autres articles des Règles Générales d'Urbanisme restent applicables.

ZONE NATURELLE INONDABLE (ZNi)

Dans cette zone, sous réserve de la prise en compte du risque d'inondation (article R111-2 du Code de l'Urbanisme), ne sont admises que :

- 1°) l'adaptation, la réfection, le changement de destination ou l'extension des constructions existantes ;
- 2°) les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages, à l'exploitation agricole ou forestière et à la mise en valeur des ressources naturelles ;
- 3°) les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole ou forestière.

Les autres articles des Règles Générales d'Urbanisme restent applicables.